



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale  
de la Cohésion Sociale et de la  
Protection des Populations (DDCSPP)

Pôle Vétérinaire  
Service installations classées pour la  
protection de l'environnement

Chambéry, le **19 FEV. 2021**

**Arrêté préfectoral  
portant mise en demeure**

**Société AXIA  
Commune de Porte de Savoie**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et notamment son chapitre II ;

**VU** le code de l'environnement Livre V et notamment la section 8 "Installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75 UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles", articles L. 515-28 à L. 515-31 et articles R. 515-58 à R. 515-84 ;

**VU** la décision n°2018/1147/UE du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE (BREF WT), publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2015 autorisant la société AXIA, ci-après désignée l'exploitant, à exploiter, au lieu dit "Les Communaux" - Francin, sur la commune de Porte de Savoie un établissement comprenant des installations de compostage de déchets verts, et de tri, transit, regroupement et broyage de déchets de bois ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées du 28 janvier 2020 rappelant à l'exploitant la parution au journal officiel de l'Union européenne de la dite décision et l'échéance de 12 mois imposée par l'article R. 515-71 du code de l'environnement concernant la remise du dossier de réexamen ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 10 décembre 2020 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 20 janvier 2021 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** Considérant que la rubrique associée à l'activité principale du site est la rubrique 3532 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives au traitement des déchets (BREF WT) ;

**CONSIDÉRANT** que la société AXIA n'a, au jour de signature du présent arrêté, pas transmis le dossier de réexamen exigé pour son site de Porte de Savoie par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, exigible depuis le 17 août 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a de ce fait pas fourni au préfet les éléments permettant de statuer sur la conformité de l'installation aux conclusions sur les meilleures technologies relatives au traitement des déchets (BREF WT) ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société AXIA de transmettre ce dossier ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La société AXIA, représentée par son président monsieur Anthelme TUMBACH (SIRET 39822926000037), et dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment des installations de compostage de déchets verts, de tri, transit, regroupement et broyage de déchets de bois sur le territoire de la commune de Porte-de-Savoie (Francin), est mise en demeure de transmettre au préfet, dans un délai de 1 mois, le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 2 : Sanctions administratives**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code.

### **Article 3 : Délais et voie de recours**

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délais, prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie à l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

### **Article 4 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5 : Exécution**

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Porte de Savoie.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,

Juliette PART